

École
supérieure
d'art
des
pyrénées
pau-tarbes

*Un extrait du procès-verbal
a été affiché sur le site de Pau
et sur le site de Tarbes
le : 24 juin 2011*

conseil d'administration
séance du :
9 juin 2011 à 10 h 30



Etaient présents : Monsieur Dominique PAILLARSE, DRAC Midi-Pyrénées, Monsieur Bertrand FLEURY, DRAC Aquitaine, Monsieur Gérard TRÉMÈGE, Président, Madame Hélène LÉROU-POURQUÈ, Vice-Présidente, Madame Anne BERNARD, Ville de Pau, Madame Patricia WOLFS, Ville de Pau, Madame Anne-Marie ARGOUNES, Ville de Tarbes, Monsieur François CORTES, Professeur site de Tarbes, Monsieur Sébastien VONIER, Professeur site de Pau, Madame Isabelle HAUMONT, représentante des personnels administratifs et techniques site de Pau, Mademoiselle LABORIE Mathie, étudiante site de Pau, Monsieur Hippolyte HERPIN FLOHR, étudiant site de Tarbes, Madame Evelyne TOUSSAINT, université de Pau et des Pays de l'Adour.

Etaient représentés : Monsieur Claude JEAN, DRAC Aquitaine (qui a donné pouvoir à Monsieur Bertrand FLEURY), Monsieur Gilles CRASPAY, Ville de Tarbes (qui a donné pouvoir à Madame Anne-marie ARGOUNES), Monsieur CAMEO (monsieur Gérard TREMEGE).

Etaient excusés : Monsieur Patrice STEFANINI, Préfet de la Région Aquitaine, Monsieur Patrice LAURENT, Conseiller Régional Aquitaine, Madame Claire JACQUET, Directrice FRAC Aquitaine, Monsieur Isidro FERRER, graphiste.

N° 7 - AFFILIATION AU SERVICE DE MEDECINE DU CENTRE DE GESTION DES PYRENEES ATLANTIQUES

Rapporteur : Monsieur Gérard TRÉMÈGE

Mesdames, Messieurs ,

Comme précisé à l'article 108-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, tout établissement public doit disposer d'un service de médecine préventive.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées Atlantiques gère un service « santé sécurité au travail » qui comprend un pôle « médecine préventive»

Aussi il est proposé l'adhésion à la prestation médecine préventive du service Santé Sécurité au Travail géré par le Centre de gestion à compter du 1er juillet 2011.

Il est précisé que le coût est de 47 € par agent.

Il appartient aux membres du Conseil d'Administration de bien vouloir :

1 – décider d'adhérer à compter du 1er juillet 2011 à la prestation médecine préventive du travail du service Santé Sécurité au Travail du centre de gestion ;

2 – autoriser le président à signer la convention proposée en annexe ;

3 – décider que la dépense correspondante sera prélevée sur les crédits figurant au budget.

Ce dossier mis aux voix a été adopté à l'unanimité.

Pour ampliation certifiée conforme

Le Président de séance

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a final horizontal stroke, positioned above the printed name.

Gérard TRÉMÈGE

CONVENTION

d'adhésion au service « Santé Sécurité au Travail » pour la prestation MEDECINE PREVENTIVE

ENTRE : représenté(e) par M.
Président, habilité par délibération du en date du soumise
au contrôle de légalité le

ET : Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques représenté par
M. Michel HIRIART, Président habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 3 décembre 2008
soumise au contrôle de légalité le 10 décembre 2008.

Il est préalablement exposé :

L'article 26-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée dispose que les centres de gestion peuvent créer des
services de médecine préventive ou des services de prévention des risques professionnels, qui sont mis à la
disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande.

Les missions des services sont définies par le chapitre XIII « Hygiène, Sécurité et Médecine Préventive » de la loi
84-53 du 26 janvier 1984 et par le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du
travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

Dans ce cadre, le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques gère un service « santé sécurité au travail » qui
comprend un pôle « médecine préventive ».

..... est intéressé(e) par la prestation médecine préventive.

La présente convention a pour objet de déterminer le contenu de cette prestation.

Il est en conséquence convenu :

ARTICLE 1er – ADHÉSION

..... adhère à la prestation médecine
préventive du service « Santé Sécurité au Travail » du Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques.

ARTICLE 2 – PRESTATIONS

Les prestations assurées sont les suivantes :

A) Assurer la surveillance médicale des agents

Visites médicales :

Afin d'aider le médecin de prévention à émettre un avis sur la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec son
poste de travail, il est demandé aux agents de se présenter aux visites munis d'une **fiche de poste précise**.

1) Visite d'embauche

En plus de la visite d'embauche effectuée par un médecin agréé, l'agent doit être vu également par le médecin de
prévention au moment de l'embauche pour apprécier l'adaptation de l'état de santé de l'agent au poste occupé et
à son environnement professionnel. La collectivité prendra contact avec le service de manière à ce que cette
visite s'effectue le plus rapidement possible et au maximum dans les 3 mois suivant l'embauche.

2) Visite médicale périodique

Conformément à l'article 20 du décret du 10 juin 1985 modifié, les agents des collectivités territoriales et des
établissements publics locaux bénéficient d'un examen médical périodique au minimum tous les deux ans. Dans
cet intervalle, les agents qui le demandent bénéficient d'un examen médical supplémentaire.

Intervention sur les actions relatives au maintien dans l'emploi ou au reclassement des agents devenus inaptes physiquement

Les médecins de prévention participent à toutes les actions relatives au reclassement des agents et au maintien dans l'emploi, en relation avec les services concernés du Centre de Gestion ou avec des prestataires extérieurs (ergonomes, psychologues, assistantes sociales, ...).

Visites des locaux de travail

Le médecin de prévention peut demander au représentant de l'autorité territoriale à visiter les locaux de travail de manière à apprécier les conditions de travail des agents ou étudier des postes de travail particuliers.

Rédaction d'une fiche sur les risques professionnels

Dans chaque service d'une collectivité territoriale et dans chaque établissement public relevant d'une collectivité territoriale, le médecin de prévention établit et tient à jour, en liaison avec l'ACMO (agent désigné en application de l'article 108-3 de la loi du 26 janvier 1984), une fiche sur laquelle sont consignés les risques professionnels propres au service et les effectifs d'agents exposés à ces risques.

Participation aux actions de formation à l'hygiène et à la sécurité

Le médecin de prévention est associé aux actions de formation à l'hygiène et à la sécurité proposées par le service Santé Sécurité au Travail ou tout autre organisme de formation.

Participation aux actions des Comités d'Hygiène et de Sécurité ou Comités Techniques Paritaires (CHS / CTP)

Le médecin de prévention participe avec voix consultative aux réunions du CHS ou CTP de chaque collectivité ou au Comité Technique Paritaire Intercommunal. La collectivité doit informer le service Santé Sécurité au Travail au moins 15 jours avant la date de la réunion pour que le médecin puisse y participer.

Prescription de prélèvements et mesures aux fins d'analyses

Le médecin de prévention peut demander à l'autorité territoriale de faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyses.

Participation à toute autre action relative à l'hygiène et à la sécurité

La collectivité peut solliciter le médecin pour participer à toute autre action relative à l'hygiène et à la sécurité au travail et notamment pour la rédaction ou la mise à jour du document unique d'évaluation des risques prévu par le Code du Travail. En outre, les médecins participent aux visites effectuées par les ingénieurs du service dans le cadre de la mission de conseil ou d'inspection.

Documents / informations à communiquer au médecin de prévention

Transmission au médecin des déclarations d'accident de service et maladie professionnelle

Le médecin de prévention est informé par l'autorité territoriale dans les plus brefs délais de chaque accident de service et de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel.

Information du médecin avant toute utilisation de substances ou produits dangereux

Le médecin de prévention est obligatoirement informé, avant toute utilisation de substances ou produits dangereux, de la composition de ces produits et de la nature de ces substances, ainsi que de leurs modalités d'emploi.

Consultation du médecin sur les projets de construction ou aménagements

Le médecin de prévention doit être consulté sur les projets de construction ou aménagements importants des bâtiments administratifs et techniques utilisés par le personnel et de modifications apportées aux équipements ainsi que les projets liés aux nouvelles technologies.

ARTICLE 3 – PERSONNELS CONCERNÉS – CHAMP D'INTERVENTION

Sont concernés par ces prestations tous les agents employés par ainsi que tous les lieux dans lesquels ils sont amenés à travailler pour l'action sur le milieu professionnel.